

ACCORD D'ETABLISSEMENT

Mesures de substitution applicables suite aux dénonciations d'accords et d'usages dans le cadre de la mise en conformité avec la réglementation de sécurité sociale des pratiques en matière d'indemnisation des frais professionnels au sein de l'Etablissement de St Maurice de Beynost.

ENTRE

La **Société CEGELEC CENTRE EST – Etablissement de St Maurice de Beynost** – représenté par Mme Stéphanie Gaymay agissant en qualité de Chef d'Etablissement,

D'une part

ET

Les organisations syndicales :

CGT	représentée par M. Jean-Paul Fournié, Délégué Syndical
FO	représentée par M. Jacques Perrin, Délégué Syndical Central
CFE-CGC	représentée par M. Guy Grangeat, Délégué Syndical Central
CFDT	représentée par M. Roland Innocenti, Délégué Syndical Central
CFTC	représentée par M. Roland Sabatier

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

JP
GG SG
1
[Signature]

PREAMBULE :

Suite à de récents contrôles URSSAF effectués au sein de plusieurs sociétés du Groupe Cegelec, lesquels ont entraîné des lettres d'observations et redressements, les 6 mars et 7 avril 2009, le CCE de l'UES a été informé et consulté sur le projet de mise en conformité sur l'ensemble du Groupe des pratiques d'indemnisation des frais professionnels au regard des règles de la sécurité sociale.

Afin de permettre une mise en conformité avec la réglementation de la sécurité sociale des pratiques, au sein de l'Etablissement de St Maurice de Beynost, en matière d'indemnisation des frais professionnels, il a été procédé, après information et consultation du Comité d'Etablissement (réunions des 30 juin et 10 juillet 2009) à la dénonciation :

- Des accords suivants :

- Accord de l'Etablissement de Lyon du 25 avril 1997 relatif aux grands déplacements;
- Accord de l'Agence Bourg en Bresse du 24 janvier 1997 relatif aux petits déplacements, au transport de l'outillage, aux grands déplacements et à l'indemnité de conduite.


- Des usages suivants :

- Usage relatif au calcul des indemnités de petits déplacements sur la base domicile/chantier pour les salariés ouvriers et ETAM des sites de St Priest en Jarez et St Maurice de Beynost ;
- Usage relatif à la non-application de la dégressivité sur les indemnités de grands déplacements des salariés ouvriers et ETAM sur l'ensemble de l'Etablissement de St Maurice de Beynost ;
- Usage de l'entreprise relatif au fait de ne pas soumettre à cotisations les indemnités de déplacements des ETAM sur l'ensemble de l'Etablissement de St Maurice de Beynost ;
- Usage relatif à l'attribution aux salariés ouvriers et ETAM d'une indemnité de transport de caisse non soumise à cotisations.

La Direction de la société CEGELEC CENTRE EST – Etablissement de St Maurice de Beynost et les partenaires sociaux se sont donc réunis (réunions des 10 septembre, 21 septembre, 5 octobre, 19 octobre et 19 novembre 2009, 7 décembre et 14 décembre) afin de négocier et conclure le présent accord, lequel prévoit des mesures de substitution.

A sa date d'entrée en vigueur, cet accord se substituera aux usages et accords ci-dessus énoncés.

Les parties signataires rappellent qu'il sera fait application des conventions collectives nationales de Branche des Travaux Publics appliquées au sein de CEGELEC CENTRE EST (cf CCN Ouvriers des Travaux Publics du 15.12.92 et CCN ETAM des Travaux Publics du 12.07.06) pour l'ensemble des dispositions concernant le régime des petits déplacements et grands déplacements qui ne sont pas expressément prévues dans le présent accord.

JP
GB SG
2


ARTICLE 1- CHAMP D'APPLICATION

Les parties signataires rappellent que le personnel qui dépend de l'Etablissement de St Maurice de Beynost est celui qui lui est rattaché administrativement.

Pour mémoire, à la date de signature du présent accord, il s'agit du personnel suivant:

- Personnel St Maurice de Beynost (yc les salariés exerçant leur activité au CERN et au CEA Valduc)
- Personnel Centre de Bourg en Bresse
- Personnel Site de Vénissieux Activité Moteurs
- Personnel activités HTB & Caténaires du site de St Priest en Jarez (Départements IPE et Transport)

A l'exception des articles 2.1, 3 et 4 du présent accord qui prévoient expressément leur propre champ d'application, les dispositions prévues par cet accord s'appliquent à l'ensemble du personnel (y compris nouveaux embauchés) Ouvrier et ETAM, non sédentaire, qui bénéficie du régime des petits et grands déplacements tel que prévu par les Conventions Collectives Nationales de Branche (cf CCN Ouvriers des Travaux Publics du 15.12.92 et CCN ETAM des Travaux Publics du 12.07.06) et qui dépend de l'Etablissement de St Maurice de Beynost.

ARTICLE 2- INDEMNITES DE PETITS DEPLACEMENTS

2.1- Modification du point de départ des petits déplacements

- Le personnel du Site de Vénissieux Activité Moteurs n'entrera pas dans le champ d'application du présent article 2.1 dans la mesure où il se voit déjà appliquer la nouvelle règle.

- A la date d'entrée en vigueur du présent accord, il sera donc fait application de la nouvelle règle suivante : le point de départ des petits déplacements ne sera plus le domicile du salarié mais sera fixé par la Direction, conformément aux dispositions conventionnelles de Branche des Travaux Publics. Les points de départs d'IPD utilisés au 1^{er} janvier 2010 sont annexés au présent accord.

- Compte tenu de l'application de ce nouveau dispositif, les parties signataires conviennent de la revalorisation des barèmes des IPD selon les modalités suivantes :

Au 1^{er} janvier 2010, les barèmes 2010 BTP départementaux des IPD tels qu'appliqués au personnel qui dépend de l'Etablissement de St Maurice de Beynost seront revalorisés à hauteur de 3 % sur la partie trajet, 7% sur la partie transport des zones 1, 2 et 3 et 4% sur la partie transport des zones 4 et 5.

Au 1^{er} janvier 2011, les barèmes 2011 BTP départementaux des IPD tels qu'appliqués au personnel qui dépend de l'Etablissement de St Maurice de Beynost seront à nouveau revalorisés à hauteur de 3 % sur la partie trajet , 7% sur la partie transport des zones 1, 2 et 3 et 4% sur la partie transport des zones 4 et 5.

- Dans ce cadre, pour les salariés dont le point de départ des petits déplacements était jusqu'alors fixé à leur domicile, le nouveau point de départ des petits déplacements sera déterminé par la Direction en privilégiant celui le plus proche de leur domicile habituel (distance calculée à vol d'oiseau).

Etant précisé qu'en cas de déménagement de ces salariés, l'éventuel nouveau point de départ des petits déplacements sera déterminé par la Direction en privilégiant de même celui le plus proche de leur nouveau domicile (distance calculée à vol d'oiseau).

La Direction notifiera à ces salariés le nouveau point de départ de leurs petits déplacements, lequel sera appliqué à la date d'entrée en vigueur du présent accord, par courrier individuel adressé avant le 31 décembre 2009.

Dans l'hypothèse où l'affectation des salariés ne correspondrait pas aux règles ci dessus énoncées (notamment l'affectation sur la base travaux la plus proche du domicile), les salariés pourraient demander à ce que leur affectation soit redéfinie par recours auprès de leur Responsable RH

Les affectations de ces salariés sur les chantiers seront arrêtées par la Direction en prenant notamment en considération l'impact de l'affectation sur le montant des indemnités de petits déplacements perçu, compte tenu des précédentes affectations.

En cas d'évolution des points de départ des petits déplacements (notamment déménagement de l'entreprise ou disparition de bases travaux), les parties signataires du présent accord se rencontreront dans les meilleurs délais afin de procéder aux modifications requises de ces points de départ.

La Direction procédera dans les plus brefs délais ensuite aux changements de rattachement des salariés concernés en faisant application des mêmes règles de rattachement que celles ci-dessus définies.

L'ensemble des mesures précitées (point de départ fixé au plus proche du domicile, application du barème des IPD revalorisé, affectations chantiers) pourrait dans certains cas se révéler insuffisante pour garantir dans la durée un niveau d'indemnisation des petits déplacements équivalent à celui que percevait le salarié à la date d'entrée en vigueur du présent accord en application de la règle domicile/chantier.

Ce sera le cas, par exemple, des personnels affectés sur un même site ou se voyant appliquer la même zone géographique IPD durant une part prépondérante de l'année.

Dans une telle hypothèse, la Direction procédera à un accompagnement individuel qui entraînera une augmentation, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, du salaire mensuel brut de base du salarié. Cette augmentation complètera donc les autres mesures pour garantir un niveau d'indemnisation des IPD équivalent à celui que percevait le salarié en application de la règle domicile-chantier.

Les salariés concernés seront informés par écrit des mesures d'accompagnement.

68 50
4 56
C. J.

2.2 - Charges sociales sur les IPD versées aux ETAM

A la date d'entrée en vigueur du présent accord, les indemnités de petits déplacements versées au personnel ETAM non sédentaire seront soumises à charges sociales, pour la part trajet de l'IPD et pour les parts transport et repas supérieures aux limites d'exonération de l'URSSAF.

2.3 - Affectations chantiers

Dans la mesure où conformément aux dispositions conventionnelles, bénéficie du régime des IPD le personnel non sédentaire, la Direction veillera, en fonction de l'activité prévisionnelle des chantiers, à affecter tout le personnel chantier (Ouvrier et ETAM) sur au moins 2 chantiers différents sur une période de 12 mois.

Ces changements d'affectation contribueront au développement de la polyvalence et la poly compétence des salariés

ARTICLE 3 – PRIME DE TRANSPORT DE CAISSE

A la date d'entrée en vigueur du présent accord, les seuls salariés ayant déjà perçu la prime de transport de caisse (par usage ou en application de l'Accord Bourg du 24 janvier 1997) sur la période allant du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2009, bénéficieront de la réintégration dans leur salaire mensuel brut de base d'une somme égale à 1/12^{ème} du montant total perçu sur cette période au titre de cette prime de transport de caisse.


ARTICLE 4 – INDEMNITE DE CONDUITE

L'Accord de l'Agence Bourg en Bresse du 24 janvier 1997 prévoyait à son article 4 une indemnité de conduite.

Les parties signataires conviennent de son maintien pour le seul personnel des activités Lignes et Réseaux qui dépend du Centre de Bourg en Bresse et ce, à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Elle a pour objet d'indemniser le conducteur habituel d'un véhicule utilitaire type fourgon ou fourgon-nacelle transportant un passager et/ou transportant du matériel/outillage, en contrepartie de l'obligation qui lui incombe de s'assurer du bon état des matériels/outillages transportés ainsi que de la propreté du véhicule. Cette indemnité de conduite ne concerne donc pas, en conséquence, les autres conducteurs (engins, nacelles, camions, tractos, foreuses...)

La valeur de cette indemnité de conduite est fixée à 7,15 € par jour pour 2009.

68 JP
5 SG


Les parties signataires conviennent que son augmentation au 1^{er} février de chaque année civile sera indexée sur l'indice INSEE (4018 E) des prix à la consommation hors tabac.

ARTICLE 5 – INDEMNITE DE GRANDS DEPLACEMENTS

5.1 - Montant de l'indemnité de grand déplacement

A la date d'entrée en vigueur du présent accord, le montant de l'indemnité de grand déplacement sera fixé conformément à la réglementation de sécurité sociale, après enquête pension.

Cette enquête pension sera effectuée auprès de 3 hôtels en retenant les critères de confort suivants :

- Chambre individuelle avec douche, WC, télévision et petit déjeuner ;
- 2 Repas complets (boissons comprises) sur la base d'un forfait fixé à 16,60 € par repas en l'absence de possibilité de prendre une pension complète.

Ce forfait sera revalorisé en fonction de la revalorisation des limites d'exonération des repas par l'URSSAF.

Les autres dépenses annexes (de restauration, de téléphone...) seront remboursées sur note de frais et sur justificatif sous réserve d'une validation préalable par la hiérarchie et dans la limite de 3,40 € par jour (ce montant étant revalorisé tous les ans sur la base de l'indice des prix à la consommation hors tabac 4018E).

L'ensemble des dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas au personnel activités HTB & Caténaires du site de St Priest en Jarez (Départements IPE et Transport) qui continuera à faire application du montant d'IGD forfaitaire tel qu'en vigueur à la date de signature du présent accord.

5.2 - Grands déplacements ayant une durée supérieure à 3 mois

Au-delà de 3 mois, l'impact de la dégressivité des limites d'exonération prévue par la réglementation de la sécurité sociale sera neutralisé afin que les salariés concernés perçoivent le même montant d'IGD que celui perçu au cours des 3 premiers mois.

5.3 - Frais de transport

Sauf utilisation d'un véhicule de l'entreprise, les frais de transport seront remboursés lors des voyages d'affectation en grand déplacement et lors des voyages périodiques selon les modalités suivantes :

- Personnel ETAM : application du barème fiscal
- Personnel Ouvrier : application de la valeur de l'indemnité kilométrique fiscale pour un véhicule de 4 CV fiscaux / 2 (soit 0,233 € / km pour 2009).

6
SG
JP

Les frais occasionnés par le transport de la pension au chantier seront remboursés sur les mêmes bases pour le personnel ouvrier et sur la base du barème fiscal plafonné à un véhicule de 5 CV fiscaux pour le personnel ETAM.

Les frais de péages d'autoroute lors des voyages d'affectation en grand déplacement, lors des trajets quotidiens sur place et lors des voyages périodiques seront remboursés sur production de justificatifs.

Si la pension se trouvait à une distance trop éloignée du chantier, des mesures spécifiques d'indemnisation seraient prises par la direction.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINALES

6.1 - Date d'effet – Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet le 1^{er} janvier 2010.

6.2 - Suivi de l'accord

Les parties signataires de l'accord conviennent de se réunir dans les 6 mois suivant son entrée en vigueur puis une fois par an afin de faire le point sur la mise en œuvre du présent accord.

Si un point de départ d'IPD venait à disparaître les parties signataires se réuniraient dans les meilleurs délais pour examiner les solutions à mettre en œuvre afin d'éviter un préjudice pour les salariés.

6.3 - Dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un préavis de 3 mois.

Cette dénonciation devra être notifiée à l'ensemble des autres signataires par lettre RAR.

6.4 - Révision

Le présent accord pourra être révisé à la demande motivée de l'un des signataires (par lettre RAR) en respectant un préavis de 3 mois.

6.5 – Dépôt

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires auprès de la Direction Départementale du travail et de l'Emploi de l'Ain ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Bourg-en-Bresse.

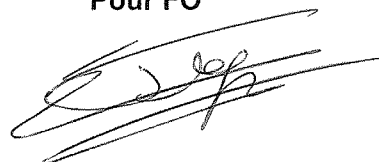
JP
GG
7
SG

Fait à Saint Maurice de Beynost en 10 exemplaires originaux, le 14 décembre 2009

Pour la Société CEGELEC CENTRE EST
Mme S. GAYMAY

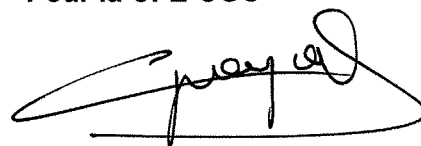


Pour FO



Pour la CFDT

Pour la CFE-CGC



Pour la CFTC

Pour la CGT



Annexe 1
Liste des points de départ d'IPD au 1er janvier 2010

Chambéry
Clamecy
Cousance
Crepand
Eybens
Feyzin
Fagnes
Grenoble
Lempty
Lyon 7
Meythet
Montluçon
Peronnas
Quetigny
Roanne
Saint Vulbas
Saint Genis Pouilly
Saint Maurice de Beynost
Saint Maurice l'Exil
Roussillon
Saint Priest en Jarez
Valence
Vénissieux
Saint Germain du bois
Genay
Roches de Condrieu
Brives Charensac

SP
SG
68